

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 24/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAMBRE et MEUSE**

RUE DES USINES

BP 2

59750 Douzies Feignies

Références : 2025\_V3\_283

Code AIOT : 0007000715

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement SAMBRE et MEUSE implanté 54 rue des usines 59750 Feignies. L'inspection a été annoncée le 22/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMBRE et MEUSE
- 54 rue des usines 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007000715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement, créé en 1911, était spécialisé dans la fabrication de pièces en acier moulé, notamment pour l'industrie ferroviaire, la mécanique générale, les travaux publics. Il était exploité par la société MANOIR INDUSTRIE.

En 2002, la société MANOIR INDUSTRIE a filialisé le site de FEIGNIES par cession du fond de commerce. Dans ce cadre, les activités de l'usine de FEIGNIES ont été reprises par la société SAMBRE ET MEUSE.

Le site a été placé en redressement judiciaire le 16/09/2014 par décision du tribunal de commerce de Valenciennes. Par jugement du tribunal de commerce de Valenciennes du 09/03/2015, le site a été placé en liquidation judiciaire, le liquidateur désigné étant Maître SOINNE.

À ce titre, le liquidateur devient le représentant légal de l'exploitant.

Par courrier du 27 février 2020, le liquidateur a signifié son état d'impécuniosité relatif à cette liquidation judiciaire.

Deux visites ont eu lieu en présence de l'inspection des installations classées et de l'ADEME pour évaluer les besoins de mise en sécurité du site en date du 20/04/2021 et du 19/07/2021. L'ADEME a établi un rapport de restitution des conditions techniques et financières préalable à l'intervention. Devant l'ampleur des besoins de mise en sécurité du site et face au potentiel de danger de pollution irréversible du site et du risque pour les populations avoisinantes, l'ADEME préconise une première intervention en urgence impérieuse.

Par courrier du 02 septembre 2021, Monsieur le préfet du Nord a sollicité l'accord du Ministère en charge de l'environnement sur cette intervention de l'ADEME, consistant en la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE, situé sur le territoire de la commune de FEIGNIES.

Par courrier du 03 décembre 2021, le Ministère en charge de l'environnement a donné son accord pour une intervention de l'ADEME pour la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE. Les arrêtés de travaux d'office et d'occupation des sols ont été signés par Mr le Préfet le 04 avril 2022 et mis à jour le 27 mars 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	occupation temporaire des sols	Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dépollution et mise en sécurité du site sont en cours

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : occupation temporaire des sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  article 1 de l'arrête préfectoral d'occupation temporaire des sols du 19/09/2024
<b>Constats :</b>  L'ADEME a été missionnée par arrêté préfectoral de travaux d'office du 27 mars 2023 pour effectuer des travaux de mise en sécurité du site qui comprennent notamment la mise en sécurité du site pour éviter les risques de chute et de noyade et l'élimination des déchets dangereux.

Des travaux ont débuté en février 2024 pour se terminer en octobre 2025 incluant la mise en sécurité de 6 secteurs par confortement et un secteur par démolition. Plus de 6700 tonnes de déchets dangereux sont évacués. Les montants engagés s'élèvent à 3,177 millions d'euros. Les principaux travaux à effectuer concernent le traitement d'effluents contaminés présents en fosse, l'élimination de déchets dangereux et la sécurisation de fosses. La poursuite des travaux de dépollution et de mise en sécurité nécessitera de prolonger la validité de l'arrêté d'occupation temporaire des sols

**Type de suites proposées :** Sans suite